

Vérités premières et...erreurs secondes

Posté le : 12 août 2011 13:30 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Analyse sectorielle, Economie et politique

L'avantage des crises violentes est qu'elles décillent en partie les yeux médiatiques et font tomber les inhibitions traditionnelles de la presse !

La crise de panique boursière et financière qui une nouvelle fois parcourt le monde permet ainsi à des idées considérées comme marginales ou contre le consensus de s'exprimer avec force. L'ennui c'est que, le plus souvent, elles sont insuffisantes. On passe d'un credo à un autre, d'une érucation à une autre et on ne réfléchit pas vraiment. Le résultat : pas de véritables perspectives.

Prouvons-le avec quelques exemples pris dans la presse rapportant des postures politiques et des propos d'économistes.

Il est amusant que tout d'un coup les marginaux passent en première ligne. Alors qu'on n'a entendu personne du côté de l'UMP et du PS, la parole est aux Cassandre, ceux qui « l'avaient bien dit ».

Dupont Aignan reprend ses antennes habituelles : c'est la faute à l'Euro et à l'abandon absolu de toute défense vis-à-vis de la Chine. Délocalisation et désinvestissement sont provoquées par la sous-évaluation de la monnaie de la Chine, « de 50% ». On a compensé les pertes de croissance par l'endettement. Le pari était sans issue. Sans industrie pas de croissance. Sans croissance pas moyen de réduire la dette. On est dans la nasse. Il faut se défendre contre la Chine et sortir de l'Euro. Le sauvetage de l'Euro, « c'est-à-dire des banques qui ont prêté follement à la Grèce, à l'Italie, à l'Espagne et au Portugal » conduit à aggraver l'endettement de 45 milliards alors qu'il faudrait le réduire. Ce n'est pas en réduisant les policiers, les enseignants et les infirmières qu'on sortira du gouffre. Les pays du sud de l'Europe doivent dévaluer pour retrouver le moteur de leur croissance.

La plupart de ces assertions sont justes. Il manque simplement l'avant et l'après. L'avant : pourquoi diable sommes nous dans cette situation ? Un simple manque de vigilance occidentale vis-à-vis de la Chine ? L'après : d'accord on dévalue partout et on « se défends » contre la Chine. Dévaluation et protectionnisme individuel des nations en cas de crise : on connaît. Cela a donné la grande dépression des années trente. Explosion de l'Euro ? Il faut dire qu'on ne peut le faire sans ruiner les créanciers des pays qui sortiront et dévalueront leurs monnaies massivement, car leur dette sera multipliée nominalement d'autant. Et si les pays du Club Med dévaluent tous en masse, comment la France exportera-t-elle ? Où en seront les deux moteurs de croissance : l'investissement et l'exportation ? Quant à la consommation !

Remarquons que la bonne partie de l'analyse met l'accent sur les aspects monétaires. Il n'y a pas de solution sans une gestion nouvelle des changes et de la création monétaire. C'est là que ce jeune homme s'arrête. C'est là où on l'attend.

Marine Le Pen tient à peu près le même langage. C'est la faute à la Chine et à l'Euro. Dévaluons et protégeons. On retombe dans les mêmes analyses et le même travers : quid si les autres font pareils ? Elle a ajouté hier un élément comique qu'il faut souligner : supprimons les accords de Bretton-Woods ! Malgré ses efforts pour assoir sa crédibilité économique elle ne sait toujours pas

que les accords de Bretton-Woods sont morts et enterrés depuis ... 1971 et le refus des Etats-Unis de convertir leur monnaie en or. Comme pour les analyses de Dupont-Aignan, on voit bien que les siennes se concentrent sur la question monétaire, et que le sauve qui peut général ne peut rien donner dans cette matière. Il faut un nouvel ordre mondial dans les changes et les monnaies. Il faut donc un ... nouveau Bretton-Woods ! CQFD ! L'économiste Marine doit encore grandir un peu.

Avec Mélenchon, on retrouve le même discours sur la vanité des réductions de dépenses publiques, sur l'impossibilité de sortir de la crise sans la croissance mais s'ajoute deux mesures phares : l'imposition des « riches », massive comme il se doit, et le financement direct des états par la planche à billets. Il est vrai que le spectacle de banques qui se financent à presque rien et qui prêtent aux Etats qui les sauvent à plusieurs fois le taux de la BCE a quelque chose de psychédélique facile à dénoncer. Il faut à Mélenchon des « vilains » et des prédatons violentes. La difficulté de ce langage « populiste » est qu'il esquivé les deux difficultés majeures de ce raisonnement. La première est que la BCE finance déjà directement les Etats en difficulté et que son bilan devient aussi beau « qu'un mur de chiottes de lycée de banlieue », comme l'a décrit récemment et élégamment un économiste peu regardant sur l'euphémisme. Et que la BCE exige des Etats qu'ils...la refinancent ! La seconde et que nous avons déjà l'imposition la plus forte de l'Euroland et une des plus forte du monde. L'asphyxie fiscale est une des difficultés françaises.

On aimerait entendre les Verts. Ils sont totalement silencieux. Il est vrai que maintenant que le risque de décroissance est là, c'est rien moins que problématique. Applaudir aujourd'hui serait mal vu. Et la « Torquemada en jupons » qu'ils se sont choisie a les mêmes connaissances économiques que Marine le Pen, ce qui est peu dire.

On aimerait entendre le PS dont le candidat Hollande vient de se faire adouber par le journal le Point au nom de la « responsabilité » et de la « crédibilité économique ». Mais ici encore c'est le silence.

On aimerait entendre l'UMP, de Copé à qui on voudra, mais là encore c'est le silence sinon une « opération image » du Ministre des Finances « rassurant l'opinion » sur la santé générale de la France, et une autre « opération image » du président Sarkozy présidant une réunion exceptionnelle de crise avant de rejoindre le porte avion Charles de Gaulle. Il s'agit de montrer qu'on est sur le pont.

En attendant les épargnants ont perdu 20% de leur avoir en action. On peut ne pas croire à l'effet Pigou mais on ne peut pas croire que cela n'aura pas quelques effets surtout à un moment où la conjoncture s'avère totalement étale en France et dans le monde.

Les politiques étant radicalement à côté de la situation, comme ils le sont depuis 40 ans et la crise de 1974, toujours pas surmontée, il est intéressant de se tourner vers les déclarations d'économistes.

Le Point fait parler les morts en l'occurrence Jacques Marseille, « qui l'avait bien dit ». Avec Jacques Marseille nous avons tenu des discours parallèles pendant près de dix ans sur la folie de la dépense publique et de l'endettement français. Nous sommes donc parfaitement heureux que son discours, vilipendé, comme le fut le nôtre sur le site du forum du Monde, soit aujourd'hui reconnu. Le journal est bien forcé d'admettre aujourd'hui qu'il n'y a pas eu de « rupture » avec Nicolas Sarkozy, question que nous avons posée dès juin 2006 (article : quelle rupture ?) et que nous avons reprise sur ce site dans plusieurs textes, mais sous une forme moins interrogative. Il n'y a pas eu de rupture et le délire de dépense publique a continué presque sans infléchissement, les mesurette prises étant totalement insuffisantes, qu'il s'agisse de la RGPP (réduite aux fonctions centrales) ou du non remplacement d'un fonctionnaire d'état sur deux, dont le gain a été redistribué aux

fonctionnaires pour 66%, et annulé par les créations d'emplois dans les autres secteurs protégés dans les collectivités locales et autres institutions dépendantes à 100% de l'état.

Le problème c'est qu'on ne réforme pas bien en période de décroissance et que la réduction massive des dépenses de l'état en phase de récession est un désastre annoncé.

Le journal le Point reprend le thème d'un de nos articles de ce blog (« qui a cassé le vase de Soissons ? ») en dressant le tableau de l'endettement français depuis 35 ans. Mais il exploite mal cette question. Première erreur, il ne fait pas démarrer la montée de la dette au bon moment : 1971. Deuxièmement il ne remarque pas que la dette est toujours et d'abord la conséquence des récessions décennales.

La dette commence avec Giscard et Chirac qui ne maîtrisent pas la crise de 74, s'enfle avec Mitterrand et Mauroy, avec la crise du début des années 80, puis avec Bérégovoy et Balladur lors de la crise de 92-93, puis avec Chirac et Jospin lors de la crise du début des années 2000. Elle explose maintenant avec la récession de 2008-2009.

Il devrait donc y avoir une réflexion sur ces crises décennales et leur gravité constamment aggravée. Mais là : stop ! C'est la paralysie intellectuelle.

De même qu'il devrait sauter aux yeux que les grands « criminels » sont les premiers ministres et les présidents qui ont laissé filer la dépense après la crise, lors de la phase de haute conjoncture : Rocard et Jospin sont ici en première ligne. Surtout Rocard. C'est à ce moment là qu'il fallait réduire la voilure et alléger le bateau. Au contraire on a profité d'impôts alourdis et de recettes fiscales grimant plus vite que la croissance pour dépenser à mort sans rien réformer, sinon dans le sens de l'aggravation des charges et du malthusianisme.

Résultat : toute cette information, indispensable, est largement perdue pour une bonne compréhension du passé et une politique utile pour l'avenir. Le « Vous vous rendez compte Mme Michu » fait peut-être vendre des journaux mais n'apporte rien à la nation. Et une fois de plus on se contente de la dette publique sans tenir compte des autres formes de dettes (particuliers, entreprises et banques) qui chantent également une belle chanson dont il importe de comprendre les paroles.

Le moment est venu de parler de Kenneth Rogoff. Il annonce que la crise est d'une espèce différente, jamais vue et conteste le terme de « grande récession » avancé par un de ses confrères (Stiglitz). C'est une fois de plus un des thèmes que nous avons traité (il y a trois ans !) dans ce blog. Comme nous, il arrive à cette idée qu'il s'agit d'abord et avant tout d'une crise de la dette. Bravo ! Dommage qu'il n'en donne pas exactement la cause.

L'ami Rogoff s'était commis dans une erreur majestueuse en tant qu'économiste du FMI en déclarant que les crises périodiques étaient terminées et que désormais leur gravité était négligeable. Nous avons critiqué inlassablement cette bévue. Il passe à l'excès inverse. Décidément il ne peut pas se résoudre à l'idée du cycle décennal. Les crises décennales d'avant n'étaient pas graves et en voie de disparition, la crise décennale encours est d'un genre nouveau. Donc il n'a jamais eu tort ! CQFD !

C'est amusant. Est-ce vrai et surtout porteur de solution ? La réponse est non. Parce que Rogoff ne comprend pas la situation qui exigerait de sa part une révolution copernicienne dont il est actuellement incapable.

Le phénomène des crises décennales (ou quasi décennales) est tellement ancré dans l'histoire

économique de ces 200 dernières années (pour le moins) qu'il est parfaitement vain d'essayer de le nier. Toutes ces crises ont en commun d'être « des crises de la dette ». Un moment d'euphorie associé à la phase de croissance rapide de fin de cycle pousse les agents à aller trop loin dans les projets et l'endettement. Jusqu'au moment où ils constatent qu'ils sont « un pont trop loin » et qu'il faut vite replier la voile pour éviter la grosse mésaventure.

Le cycle décennal et un cycle du crédit et de l'endettement. Affirmer que la crise actuelle est d'abord une crise de l'endettement n'en fait pas une crise différente. C'est la règle.

En revanche le contexte change. Entre un moment de système monétaire bi métallique et une production majoritairement agricole, un autre d'étalon or et de poussée des industries primaires, un autre de n'importe quoi monétaire après une guerre mondiale dévastatrice, avec une poussée de l'économie pétrolière, un autre de Gold exchange standard et la poussée du tertiaire, une dernière avec comme toile de fond un système de changes flottants et de monnaies administratives, avec l'émergence d'une économie de l'information, les différences sont nombreuses et sensibles.

L'analyse économique expérimentale doit à la fois observer les forces constantes qui agitent l'activité et les variations de contextes qui provoquent des conséquences différentes.

Nous vivons depuis 1971 de facto et 1973 de jure dans un système de monnaies administratives dont la majeure partie s'échange dans le cadre de changes flottants sans aucune régulation internationale, l'ensemble des transactions financières ayant été libérées. En même temps un libre échange de principe a été décrété. Que constatons-nous ? Les crises décennales n'ont cessé de s'aggraver et le trend de croissance global de baisser !

La crise de 73-74 a été la « plus grave depuis 1929 ». Puis la crise de 92-93, plus grave que celle de 74, a été à nouveau « la plus grave depuis 1929 ». La crise actuelle est à nouveau « la plus grave depuis 1929 ». Les crises décennales mineures (celle du début 80 et celle du début 2000) ont été également plus sensibles que celles qui les ont précédés (notamment celle de la fin des années 50 et du début des années soixante).

Il n'y a donc pas changement de nature mais aggravation. Pourquoi ? Parce que, dans le cadre monétaire et financier global nouveau, les moyens des sorties de crise précédentes ont aggravé les conditions de la crise suivante. La fuite en avant monétaire dans un système propice a permis de crises en crises le gonflement d'une dette mondiale insupportable jusqu'au point où maintenant les recettes de 73 et de 92 ou de 2000 cessent d'être opérantes. Jacques Rueff avait parfaitement identifié le mécanisme de la double hélice de crédit et Maurice Allais clairement indiqué qu'on arrivait aux limites du système.

On a cru bien à tort à la toute puissance intellectuelle des économistes américains et on constate aujourd'hui qu'ils étaient nuls ou de parti pris pour le système.

Nous sommes dans un processus continu d'aggravation de crises récurrentes, pas dans la quatrième dimension économique.

La question est devenue systémique : le système mis en place en 1973 ne fonctionne plus et ne plus être sauvé en le conservant tel qu'il est.

Pascal Salin a parfaitement raison de signaler (dans un article récent donné à la PQN) que la vulgate qui veut qu'il suffise de laisser filer les déficits et la création monétaire pour sortir de la crise est inefficace. L'ennui c'est qu'il ne voit pas la responsabilité du contexte. Il parle comme nous de

« crise intellectuelle » et de redéfinition d'un cadre global. Mais faute de critiquer le système monétaire des changes flottants (comment le pourrait-il, il est pour !) tout cela reste suspendu dans le vide.

Autant dire qu'on ne peut compter ni sur les politiques ni sur les économistes de média pour nous sortir du marasme. Tous ces discours, toutes ces prises de positions sont trop partielles et partiales pour avoir le moindre sens pratique.

On ne pourra pas sortir de la crise sans casser le cadre global dans lequel on fonctionne depuis 1971. Il faudra nécessairement conduire la sortie de crise par la coopération entre les états, la suppression des causes de déséquilibres majeurs et la restauration d'une perspective de croissance.

Oui il va falloir destituer le dollar de son rôle de réserve mondiale. Oui il va falloir arrêter la Chine dans sa politique mercantiliste de monnaie faible et de sur excédent de ses balances extérieures. Oui il va falloir en revenir à un étalon monétaire extérieur aux nations. Oui il va falloir que les états qui se sont laissé aller sur le chemin de l'obésité intenable, avec dettes monstrueuses, développements monstrueux des emplois financés par la dépense publique, impôts monstrueux, prennent une nouvelle voie. Oui il va falloir dégonfler le système financier mondial et mieux le canaliser, après avoir restructuré les amoncellements de dettes irrécouvrables.

Oui, eh oui, il va falloir mettre fin au système des monnaies administratives laissées à l'appréciation de gnomes plus ou moins bien inspirés.

Tout cela est politiquement lourd et économiquement sévère. Avoir tant tardé n'est pas à l'honneur des « élites mondialisées » et encore moins à celles des économistes qui se sont laissé prendre notamment à l'Europe à la douceur du commentaire ex post et au suivisme des économistes américains.

Mais qu'au moins aujourd'hui, au pied du mur, on comprenne et qu'on agisse enfin dans la bonne direction.

L'humanité a toujours un avenir économique. Mais il faudrait peut être qu'elle montre qu'elle a toujours un cerveau ! Surtout maintenant que l'on sait qu'il n'est pas aux Etats-Unis !

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.